du PT (et d'autres partis) est confrontée à la nécessité pressante de rompre avec le gouvernement. Étant donné les relations organiques entre lui et la direction du PT, cette rupture rendrait vite problématique la coexistence au sein même du PT. La gauche brésilienne ne pourra pas éviter un difficile processus de reconstruction.

22 mars 2003
Traduit du portugais par Daniel Bensaïd

1 Co-auteur de *A Economia politica da mudança*, éd. Autentica, Belo horizonte, 2003.
2 Dans une conférence d'Anne Krueger, figurant sur le site du FMI sous le titre « La récompense de la vertu », elle cite le Brésil comme le pays qui commencerait à récolter les bénéfices de la « dure politique fiscale » appliquée en 2003.
3 « Excédent budgétaire primaire » : critère établi par le Fonds monétaire ; équivalent à la différence entre l'ensemble des recettes publiques et l'ensemble des dépenses non financières, il détermine les ressources servant à payer les intérêts de la dette publique.
4 Dans le jargon politique brésilien, « physiologique » s'oppose à « idéologique ». Les méthodes « physiologiques » sont ainsi censées faire appel non aux convictions politiques de chacun, mais aux intérêts matériels les plus crus (responsabilités institutionnelles, avantages financiers, etc.)
5 La Constitution ne permettant pas d'exproprier sauf dans certains cas (comme l'existence dûment constatée de travail esclave), la « désappropriation » implique un rachat qu'il faut financer.
6 Les députés au Parlement de Brasilia sont les députés fédéraux. Les députés aux parlements d'État comme le Rio grande do Sul sont des députés de l'État (estaduales).
7 Voir l'article de Joao Machado, « Les deux âmes du gouvernement Lula », *Inprecor* 478-479, janvier 2003.
8 Le wishfull thinking correspond au sens en français de « prendre ses désirs pour la réalité ».

Adolfo Gilly

Écrivain résident au Mexique, auteur de nombreux livres sur l'Amérique latine et sur la révolution mexicaine.

Bolivie, une révolution du XXIe siècle?

À la lumière d'une enquête sur place, Adolfo Gilly revient sur les caractéristiques de la révolution bolivienne d'octobre 2003, qui a renversé le président Sanchez de Lozada, au prix de plusieurs centaines de morts.

Le mouvement insurrectionnel de septembre-octobre 2003 en Bolivie apparaît, par ses formes, ses protagonistes et ses contenus, comme le fruit des transformations imposées par la restructuration néolibérale des dernières décennies, dans l'économie, bien sûr, mais aussi et surtout dans la vie, les territoires et les relations de classes dominées. C'est un mouvement nouveau, avec des acteurs inédits, une capacité rénovée de lier les revendications immédiates à des propositions plus générales de portée nationale (concernant le gaz, l'eau, les hydrocarbures, la coca, le type de république) et avec des méthodes inspirées tant d'expériences anciennes que nourries des nouvelles technologies.
Dans l'insurrection bolivienne s'opère ainsi une combinaison inédite de traits anciens et modernes et un nouvel usage de la violence populaire. Plutôt que d'expliquer cette insurrection de l'Altiplano en référence aux révolutions du passé, il faut l'analyser en rapport avec les transformations de la société et des modes de domination du capital établis à partir de la dernière décennie du XXe siècle. Si c'est bien ainsi, l'insurrection bolivienne, violente et victorieuse lors des journées d'octobre 2003, serait la première révolution du XXIe siècle. Il importe donc de déchiffrer ses motivations et ses présages.

1 Le 17 octobre 2003, des Indiens aymaras, des paysans, des travailleurs et des travailleurs avec ou sans emploi, des marchands de rue ambulants, des étudiants indigènes, des mineurs, des migrants de différentes origines, ont pris La Paz et ont renversé le président de la République des messieurs et des riches, don Gonzalo Sanchez de Lozada, grâce à leurs morts et à la violence de leurs corps. Ce sont ces mêmes acteurs qui bloquaient les routes depuis le

8 octobre. Avec la violence de leurs corps, oui, car ils n'avaient d'autres armes que des pierres, des bâtons, des frondes, trois antiques escopettes et quelques cartouches de dynamite. Avec la violence de leurs morts, oui, car l'armée avait recommencé à tuer des Indiens le 20 septembre à Warisata, sur l'altiplano de La Paz, pour rompre le blocus. Et le dimanche 12 octobre, elle les avait massacrés à El Alto.
Ce sont encore les mêmes qui, le lundi 13, alors que l'armée continuait à tuer, en bas, à La Paz, avaient recueilli leurs morts dans les autels des églises et dans les cours des maisons. Ils les avaient veillés, ils s'étaient comptés, et, la rage au cœur, ils avaient montré aux journalistes comme on fait une offrande, les mains jointes, pleines de coquilles vides ramassées dans les rues de El Alto. Et ils avaient parlé entre eux et tenu des conciliabules pendant toute la nuit. Le matin du mardi 14, ils avaient porté en cortège leurs morts dans les rues et assisté en masse à la messe. Ils avaient discuté dans les comités de voisins et avaient décidé alors que maintenant, oui, ils allaient descendre sur La Paz, ce qui allait leur coûter encore 500 morts de plus.
Avec la violence de leurs corps, ai-je dit, et avec la violence de leurs morts.

2. Ils descendraient sur La Paz. La Paz se trouve dans une cuvette, à 400 mètres au-dessous de l'Altiplano, où se concentrent les presque 800 000 habitants d'El Alto, leurs maisons construites de bric et de broc par eux-mêmes, avec à l'horizon les sommets neigeux de la Cordillère Real. Les ruelles descendent abruptement vers la capitale. De ce côté, elles sont totalement couvertes pas les anciens quartiers de travailleurs qui ont leur propre histoire de luttes et de massacres : Villa Victoria fit l'objet d'un bombardement aérien, dès 1950.
Le mercredi 15, par les avenues, les rues, les sentiers, commence donc à déferler le torrent des Indiens aymaras. Les habitants les accueillent avec joie, leur offrent des boissons, de l'eau, de la nourriture, et se joignent à eux. Le 16 arrivent à leur tour les mineurs de Huanuni et d'Oruro, la capitale minière. Après négociation, l'armée a laissé passer 60 camions de mineurs : le signe d'un début de doute qui n'est pas passé inaperçu.
Cette fois, en octobre 2003, La Paz était assiégée par les Indiens aymaras, par le blocage des routes et par la grève générale. Ils ne laissaient plus entrer ni aliments, ni marchandises, ni carburants. Ils exigeaient la démission du président, l'interruption de la vente du gaz exporté par les ports chiliens, l'arrêt de l'éradication de la culture de la coca, article de consommation populaire et plante sacrée des anciennes civilisations, une Assemblée constituante pour refonder la République, et 80 autres revendications les plus diverses. La langue, les gestes, et le drapeau même des Aymaras (la Wiphala) étaient devenus les emblèmes des grandes demandes nationales.

Depuis 1781, le siège indien de la cité est un fantasme qui hallucine l'imagination des classes dominantes. Il devient réalité. Pendant ce temps, au sud, là où les faubourgs de La Paz descendent vers des zones plus clémentes, là où se trouvent les maisons riches, les Indiens montés des vallées inférieures bouclaient le cercle, sans lancer la moindre pierre, sans briser la moindre vitre, sans même cueillir la moindre fleur. Ils montaient simplement, comme un fleuve inversé, pour chasser le président.

3 Pour briser ce siège et dissiper le cauchemar, l'armée est entrée le 12 octobre à El Alto, cette énorme cité-champignon surgie de rien en moins de deux décennies, auto-construite par les populations déplacées et les victimes du néolibéralisme : des migrants ruraux de l'Altiplano, des ouvriers et des mineurs « relocalisés » d'Oruro et de Potosi, des employés de bureau de La Paz, des commerçants paupérisés, les 80 % qui, lors du recensement de 2001 s'étaient définis comme « indigènes », Aymaras et Quechuas, de diverses communautés. En 1950, quand les avions bombardèrent Villa Victoria, El Alto comptait à peine 11 000 habitants, accrochés sur le bord de la cuvette. D'après le recensement de 2001, il y en avait déjà 650 000, sur un pays de 8 millions d'habitants. Ces dernières années, la ville a continué à croître. C'est une population très jeune, dont 60 % ont moins de 25 ans et seulement 10 % plus de cinquante ans. 70 % des foyers n'ont pas d'égoûts ni de sanitaires. Les services hospitaliers sont des plus précaires, de même que les services éducatifs. À El Alto, on trouve le pourcentage le plus élevé de travail infantile. 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, et la moitié de ces 60 % carrément en état d'indigence.
Cette ville jeune, moderne, bâtie par les mains de ses habitants, est née du capitalisme dans sa phase néolibérale, avec l'ouverture commerciale et la restructuration initiée en 1985 avec le décret 21 060, objet aujourd'hui de la haine populaire. Ce décret eut pour conséquence la destruction des protections et des économies paysanne et artisanale, la chute des prix de leurs produits, la fermeture des mines et des manufactures, la baisse des salaires et de l'emploi, la privatisation des services publics et des hydrocarbures, une immigration interne et externe massive, la destruction du tissu social populaire constitué depuis la révolution de 1952.
Le capitalisme néolibéral a ainsi créé sans le vouloir la masse populaire et les conditions sociales et territoriales de l'insurrection. Il a détruit les anciens mécanismes institutionnels de négociation. Il a brutalement implanté un nouveau mode de domination. Mais la contrainte qu'il a exercée n'a été accompagnée d'aucun consentement de la part des dominés. Le mode de domination néolibéral cherche à désorganiser et à atomiser. Il ne prétend rien négocier avec personne, mais seulement traiter avec des individus isolés et sans défense. Cette

masse nouvelle a recommencé à s'organiser dans ses territoires nouveaux avec ses savoirs anciens, qui ne résidaient pas dans les institutions détruites, mais dans les esprits et dans les corps. La nouvelle domination n'est pas parvenue à imposer une hégémonie, un consentement qui amortisse la coercition, comme avaient pu le faire le péronisme en Argentine, le PRI au Mexique, la révolution de 1952 et le mouvement national révolutionnaire en Bolivie. En même temps, les règles de la nouvelle domination excluent, du moins pour le moment, les dictatures militaires comme issue légitime aux conflits. Et cette « nouveauté » a été parfaitement comprise par les dominés.

4 Contre cette domination sans hégémonie, contre cette domination néolibérale dans un État de type colonial que la caste oligarchique voulait imposer au seuil du XXIe siècle par la force des blindés, le peuple bolivien est entré en rébellion. Il a entrepris une série de « guerres » : guerre contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en 2000 ; guerre pour la défense des plantations de coca au Chapare en janvier 2003 (13 *cocaleros* tués) ; guerre contre l'impôt sur les salaires à La Paz en février 2003 (plus de trente morts) ; guerre du gaz en septembre et octobre 2003 (80 morts), et pour finir l'occupation indigène de La Paz et le renversement du gouvernement. De plus, ce mode de domination a aggravé la fragilité constitutive d'un État raciste d'origine coloniale [...].
Pour briser le siège de La Paz, l'armée est entrée le 12 octobre à El Alto pour y commettre un massacre. Elle ne pouvait faire autrement, dans la mesure où El Alto, cité de migrants déracinés, était alors extraordinairement organisée, avec des barrages de rues et d'avenues, des comités d'habitants dans chaque pâté de maisons, des groupes de vigilance volontaires convoqués par mégaphones aux croisements, des barricades de pierres et de planches, des radios indépendantes transmettant 24 heures sur 24, des gardes populaires pour éviter les pillages, des assemblées dans les rues, dans les locaux syndicaux, et dans les paroisses. Parmi leurs pauvres biens, les migrants avaient conservé l'héritage immatériel du savoir faire organisationnel.
« L'organisation communautaire venue de l'Altiplano et des centres miniers a complètement paralysé le gouvernement qui dut recourir à l'usage arbitraire de la force pour rompre le cercle de la protestation », devait écrire deux semaines plus tard le journal conservateur *La Razon*. C'est vrai, jusqu'à un certain point. Car ce savoir communautaire était également la matérialisation des formes d'organisation qu'avec des hauts et des bas, ont construit depuis des décennies la Centrale ouvrière bolivienne (la COB), affaiblie mais vivante, dirigée par Jaime Solares, la Centrale ouvrière régionale d'El Alto dirigée par Roberto de la Cruz, décisive dans cette mobilisation, la Confédération syndicale unique des Travailleurs ruraux boliviens, implantée dans l'altiplano aymara et dirigée par Felipe Quispe, le Mouvement pour le socialisme (MAS) d'Evo Morales dans la zone *cocalera*, les travailleurs salariés et la coordination pour l'eau à Cochabamba et dans sa périphérie... On constate là un nouvel épisode du « processus difficile et contradictoire de synthèse » entre la mémoire longue des luttes anticoloniales et la mémoire courte du pouvoir révolutionnaire des syndicats et des milices à partir de la révolution de 1952.
Dans le soulèvement d'El Alto, ce sont cependant les habitants et leurs comités locaux, et non pas ces organisations de masse et leurs dirigeants, qui ont animé le mouvement. C'est pourquoi l'armée s'est lancée aveuglément contre tous, sans chercher des meneurs inexistants. « Ainsi, au matin du dimanche 12 », poursuit la chronique rétrospective de La Razon, « une vaste opération militaire entreprit dans la zone nord le massacre qui, à la fin de l'après-midi, aura coûté la vie à 28 personnes. Le convoi composé de chars s'est avancé par l'avenue du 6 mars, jusqu'à la caserne Ingavi, se frayant un chemin à coups de rafales auxquelles répondaient les cartouches de dynamite et les pierres ».
Avec la violence de leurs corps et de leurs morts, ai-je dit. Dans la nuit du mercredi 15, la fureur populaire déplaça neuf wagons de chemins de fer, de dix tonnes chacun, et les précipita du pont de l'avenue du 6 mars, fermant ainsi cette voie d'accès : ça suffit ! Il ne passera plus de convoi militaire, bordel !
Les voisins, les parents, les proches des morts, des blessés, des détenus, cette masse rendue furieuse par des années de néolibéralisme, ces héritiers de l'organisation communautaire, des luttes syndicales, des Aymaras et des Quechuas, ces Indiens et ces métis, qui vivent de leurs mains, cette indianité urbaine tant redoutée par la caste divine, sortit alors dans la rue.

5 Au lendemain du massacre du 12 octobre à El Alto, se déroula à La Paz un événement décisif. Des dizaines, puis des centaines et des centaines d'employés, d'universitaires, d'artistes, d'écrivains, de journalistes, de professionnels des classes moyennes ont commencé à former des « piquets » (c'est ainsi qu'ils les ont nommés) dans les églises. Ils se sont déclarés en grève de la faim « en solidarité avec la ville d'El Alto et avec les familles des assassinés », déclarait leur premier communiqué, dénonçant la culpabilité de la classe politique et exigeant la démission de Sanchez de Lozada et de son gouvernement.
Le groupe initial de la grève de la faim redoutait un affrontement imminent entre la multitude qui occupait déjà les rues et les places, et l'armée. Au matin du 17, la masse encerclait la place Murillo et menaçait le palais présidentiel, protégé par un premier cordon de police et par deux cordons militaires. Selon une animatrice des grévistes de la faim, ceux-ci étaient anxieux de convaincre les uns et les autres d'éviter un affrontement sanglant. Ils cherchaient à jouer un rôle de médiation.

Quelqu'un (de gauche) m'a dit des semaines plus tard que cette initiative des « professionnels », artistes et intellectuels, exprimait un mélange de peur et d'hypocrisie. Je lui ai répondu que, de la peur, il y en avait sans aucun doute de tous les côtés, à El Alto comme dans le quartier huppé de Sopocachi. *« Ici même, nous avions peur »*, m'a confié le père Wilson Soria, l'un des curés d'El Alto qui a défié les balles pour récupérer des blessés et signé avec ses paroissiens un manifeste exigeant, « par respect de la dignité humaine et de la fraternité dans la pluralité culturelle », ni plus ni moins que « la dissolution progressive de l'armée ». Il est certain que ce père Soria n'aurait pas été reçu par le général Juan Veliz et ce n'était du reste pas son but. À La Paz, nous avions tous peur, m'a confié une chanteuse de musique bolivienne initiatrice des piquets, « mais ce n'est pas par peur que je me suis mise en grève de la faim, mais simplement parce que je ne veux pas vivre dans un pays où il faut massacrer le peuple pour pouvoir continuer à gouverner ». Ce n'était pas de la peur. C'était le rapprochement soudain entre une classe et une autre, caractéristique des grands mouvements de la société.
De La Paz, cette mobilisation s'est étendue, le 15 et le 16 à Cochabamba, Oruro, Potosi, Sucre, Santa-Cruz, et autres villes de la République, isolant le président, l'armée, l'ambassade des États-Unis et les noyaux irréductibles du racisme oligarchique. Lorsque le commandement militaire fit un pas de côté, le président et l'ambassade se retrouvèrent seuls. Malgré le soutien du Département d'État à Washington, la chute devenait inévitable.

6 Le jeudi 16 octobre, le centre de La Paz, les avenues, les places, les faubourgs, étaient occupés par la multitude venue d'El Alto, de l'Altiplano, d'Oruro, des vallées du sud, des quartiers populaires, des universités, des marchés, des montagnes d'en haut et de la terre d'en bas. La Paz, ville occupée. Avec la violence de leurs corps et de leurs morts, ai-je dit, les insurgés avaient pris la cité. Ils se préparaient maintenant à prendre, quoi qu'il en coûte, la résidence présidentielle et à s'emparer notamment de Carlos Sanchez Berzain, le ministre de la Défense, artisan des massacres. Pour le pendre haut et court, disaient-ils. Ces autorités éminentes n'étaient plus protégées que par un état-major militaire divisé, qui avait déjà dû exécuter des soldats indiens qui avaient refusé de tirer contre les leurs. Ces officiers savaient très bien que les 500 morts n'étaient pas une exagération.
Le 17 octobre au petit jour, disent les chroniques, « les militaires étaient devenus réticents à continuer de tirer sur la population ». Le président reçut l'information selon laquelle les militaires avaient « assoupli » leur position et lui demandaient de se retirer. La rumeur de cette démission se propagea dans les rues. À 13 heures, Sanchez de Lozada la signa. Trois heures plus tard, il s'enfuit de sa résidence en hélicoptère avec ses collaborateurs les plus proches. De l'aéroport de Santa Cruz, ils s'envolèrent vers Miami. Après que l'avion eut décollé, quelqu'un se chargea de communiquer par fax la lettre de démission au président de la Chambre des députés. Dans ce final d'opérette moderne, le président en fuite accusa, en guise d'adieu, les organisations sociales de « désintégration nationale », « d'autoritarisme corporatif et syndical », et « de violence fratricide » !
C'était fini. Les insurgés l'avaient emporté. Le vice-président Carlos Mesa, qui avait pris ses distances envers la présidence dès le 13, assumait la charge présidentielle. Les jours suivants, il promit un référendum sur la vente du gaz, une assemblée constituante, et la satisfaction d'autres revendications du mouvement populaire. Les paysans retournèrent à leurs communautés. Les mineurs à Huanuni : « Quand il faudra renverser un autre président, prévenez nous : nous reviendrons ! », auraient-ils dit en partant aux habitants d'El Alto.
Le nouveau président n'était pas des leurs. Mais ce n'était pas non plus un massacreur. Ils n'avaient pas « pris le pouvoir ». Ils avaient laissé sur le terrain 81 morts et 400 blessés. Mais ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient depuis la rébellion de février 2003 à La Paz, qui leur avait déjà coûté 33 morts, plusieurs d'entre eux abattus par les francs tireurs de l'armée. Cette fois, c'est eux qui étaient venus à bout de l'assassin. Ils avaient gagné.
La question est à nouveau posée. Cette insurrection fut-elle un simple épisode violent d'une brève semaine, éteinte depuis par le retour à la domination quotidienne de l'État, à ses routines oppressives, ou bien l'annonce de quelque chose d'autre qui viendra et qui est déjà en marche ? Je ne saurais le dire. Mais j'ai pu constater que le sentiment de victoire est fort et durable. Et avec ce sentiment étrange, inhabituel, les insurgés d'octobre poursuivent aujourd'hui leur vie de travail et délibèrent dans leurs espaces sur comment s'y prendre, pour aller où… Car, ne nous y trompons pas, « ils » ne nous feront rien d'autre que des promesses non tenues, juste pour obtenir nos suffrages. Et tous ces morts, ces blessés, ç'aurait été seulement pour qu'ils gagnent des élections et que tout continue comme avant ? Est-ce pour cela que nous avons donné nos corps et nos morts.
La violence couve encore en Bolivie, la violence de ceux qui ont gagné, mais qui n'ont pas vaincu, de ceux qui ne veulent pas être trompés une nouvelle fois par les maîtres éternels de la domination raciste et oligarchique du capital ; mais aussi l'autre violence, celle des maîtres qui, dans cette période d'interrègne, se réorganisent et préparent leur revanche.

7 Mais est-ce bien là une révolution ? Et quelle révolution, si elle n'a pas détruit l'appareil d'État et sa force répressive, si un parti révolutionnaire des travailleurs

n'a pas pris le pouvoir, s'il n'y eut pas de chefs et de proclamations tonitruantes ? Quelle révolution, s'il s'est seulement agi de renverser un président et sa clique d'assassins ? Quelle révolution, si les insurgés ont quitté La Paz pour retourner à leurs communautés, à leurs parcelles, à leurs mines, à leurs ateliers, à leurs quartiers et à leurs foyers, à leur vie quotidienne ? Ce qui s'est passé en Bolivie est ancien comme les rébellions, mais aussi nouveau, radicalement nouveau. Toutes les questions sont donc légitimes. Risquons quelques réponses.

Une révolution, ce n'est pas quelque chose qui arrive dans l'État, dans ses institutions, parmi ses politiciens. Elle vient d'en bas et du dehors. Elle arrive quand font irruption sur la scène, avec la violence de leur corps et la rage de leur âme, ceux qui, précisément, sont toujours en bas et dehors : les laissés-pour-compte de toujours, les dirigés, ceux que les dirigeants ne considèrent que comme une masse de votants, une clientèle électorale, une chair à sondages. Une révolution arrive quand ceux-là se lèvent, se donnent un but politique, s'organisent en fonction de leurs propres connaissances et de leurs propres décisions, et quand ils font entrer par effraction leur propre monde dans le monde de ceux qui dominent, et obtiennent, comme c'est ici le cas, ce qu'ils voulaient. Ce qui vient après viendra après.

En juillet 1917, devant les inconnues d'un mouvement de masse sans précédent en Russie, Lénine se demandait ce qui définit une révolution. Et il répondait : « Si nous prenons l'exemple des révolutions du XXe siècle, nous devrons reconnaître comme révolutions bourgeoises les révolutions portugaise et turque. Mais ni l'une ni l'autre ne sont des révolutions populaires, puisque dans les deux cas la masse du peuple, l'immense majorité, n'est pas intervenue activement avec ses propres revendications économiques et politiques. En revanche, la révolution bourgeoise russe de 1905 et 1907, bien qu'elle n'ait pas enregistré des résultats aussi spectaculaires que les révolutions portugaise et turque, fut sans aucun doute une révolution authentiquement populaire. La masse du peuple, ses couches sociales les plus subalternes écrasées par l'oppression et l'exploitation se sont dressées de leur propre initiative et ont marqué tout le processus révolutionnaire du sceau de leurs revendications et de leurs efforts pour construire une société nouvelle en lieu et place de la vieille société. » Vladimir Illich savait qu'il était devant des faits nouveaux, générés par l'expansion du capital au cours des décades précédentes et par les violences de ses guerres : les premières révolutions du XXe siècle. Il ne cherchait pas à les définir par leurs directions, leurs programmes, ou leurs résultats, mais leurs protagonistes, leur dynamique, et des faits concrets. Il cherchait à nommer la nouveauté. Au seuil du XXIe siècle, après une nouvelle phase expansive de la domination du capital, nous sommes une nouvelle fois à l'orée de l'inconnu.

8 Il n'est pas évident de donner le nom de révolution à cette insurrection bolivienne. Il n'est pas évident de reprendre cette vieille histoire, alors qu'il semblait déjà « consensuel » de considérer que les révolutions appartenaient à une époque révolue, et qu'il n'y aurait plus désormais que des élections, des transitions démocratiques, des accords de « gouvernabilité ». Il est difficile de traiter à nouveau avec l'intraitable, cette révolution violente, confuse, sale, mal fagotée, mal nourrie, au langage grossier, sentant la pauvreté. Peut-être vaudrait-il mieux dire que ce ne fut pas une révolution, mais plutôt une grande émeute, une rébellion, une insurrection, sans parti dirigeant, un soulèvement seulement pour le gaz et quelques plantations de coca. Rien de plus qu'une grande protestation populaire ?

Relisons alors le bilan du journal *La Razon*, porte-parole lucide des conservateurs. Il écrivait le 30 octobre: « Après un conflit confus, désordonné et sanglant de 41 jours, le président bolivien avait renoncé, vaincu dans une bataille qu'il n'a jamais dirigée, asphyxié par son entourage le plus proche, isolé mais convaincu qu'il ne s'était pas trompé pendant son mandat de 437 jours commencé le 2 août 2002 ». Confus, désordonné, et sanglant ? Chacun écrit avec les mots qu'il veut, en fonction de ce qu'il perçoit depuis son mirador. Je persiste à croire, au contraire, que nous sommes devant une révolution, dont la prise de la ville de La Paz et la fuite de Sanchez de Lozada, le 17 octobre, marquent la victoire. Je ne sais ce qui arrivera ensuite. Mais je sais que la révolution est à nouveau présente dans ces terres latino-américaines, bien qu'elle apparaisse aux yeux de conservateurs comme « un conflit confus, désordonné, et sanglant ».

Traduit de l'espagnol par Daniel Bensaïd

http://www.jornada.unam.mx